

Comité Syndical du 10 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Aérospatiale à Allinges sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

BURNET Jacques, CHESSEL Pascal, COLOMER Gérard, DENNE Jean-Claude, GIGUELAY Elisabeth, GIRARD Marie-Pierre, LACHAT Hervé, LANG Isabelle, LEI Josiane, MORAND Jean-Claude, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TRABICHET Yannick, VERNET Josette, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

REY Emmanuel, BOZONNET Justin.

Absents excusés :

COTTET Sophie donne suppléance à M. REY Emmanuel,
GUILHARD Jean donne suppléance à M. BOZONNET,
MAXIT Monique donne pouvoir à Mme GIGUELAY.

Secrétaire de séance : DEVILLE François

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 16

Nombres de délégués suppléants présents : 2

Nombre de pouvoirs : 1

Nombres de votants : 19 (collège de la compétence GEMAPI à la carte)

Convocation : 3 octobre 2024

Point n°8 – Approbation de l'accord-cadre 2024-009 de prestations de services « Réalisation des opérations du plan pluriannuel de gestion sur la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique » (fiche action B1-7 du contrat de rivières)

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB – 2019- 0051 du 7 octobre 2019 approuvant la modification des statuts du SIAC,

Vu la délibération D8_MARS23 du 30 mars 2023 du comité syndical du SIAC, approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu les délibérations respectives de la CCHC et de la CCPEVA transférant la compétence GeMAPI au SIAC et plus particulièrement les missions des item 2 et 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement ;

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu l'avenant n°1 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020 et signé le 9 juillet 2020 à Marin pour la seconde partie 2020-2022,

Vu le projet d'avenant n°2 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique validé par la délibération D17_DEC22 du 8 décembre 2022 permettant de proroger la durée du contrat de rivières jusqu'au 30 juin 2024,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors des avenants n°1 et n°2,

Considérant la fiche action B1-7 « Restauration et entretien des boisements de berges » du volet B1 du contrat de rivières,

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, indique à l'assemblée qu'il convient de statuer sur l'attribution de l'accord-cadre de prestations de services 2024-009 portant sur la réalisation des opérations du plan pluriannuel de gestion sur la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Cet accord-cadre à bons de commande a pour objet la mise en œuvre des travaux d'entretien de la végétation des cours d'eau. L'ensemble des travaux envisagés dans cet accord-cadre a pour but de réduire les risques hydrauliques liés à la végétation rivulaire sur le bassin versant tout en maintenant un bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

L'entretien des cours d'eau vise à avoir un équilibre durable entre la gestion du risque d'inondations et la préservation des fonctionnalités des milieux aquatiques et rivulaires permettant de préserver le patrimoine naturel.

Les principaux objectifs des travaux réguliers sur la végétation rivulaire du bassin versant sont :

- éviter la chute d'arbres dangereux dans le lit ou déstabilisant les berges et limiter les apports de bois (Les abattages concernent alors des arbres affaiblis ou en mauvais état sanitaire et susceptible de créer des embâcles).
- favoriser les écoulements en crue et éviter les processus érosifs dus à la végétation dans les secteurs à enjeux,
- diversifier les espèces, les classes d'âge et restaurer une végétation rivulaire équilibrée avec une densité adaptée au milieu

Les travaux à réaliser porteront essentiellement sur :

- Travaux de bûcheronnage sur les boisements de berge : abattage, élagage, recépage...
- Travaux d'enlèvement d'embâcles et de bois morts présents dans le lit des cours d'eau.
- Travaux d'entretien des aménagements et ouvrages dont le SIAC à la charge (responsabilité et gestion).

Les prestations confiées au prestataire retenu pour cet accord-cadre sont les suivantes :

- l'entretien sélectif d'arbres penchés, dépérissant ou fortement inclinés présentant un danger pour la tenue des berges, pour la sécurité des utilisateurs de la rivière ou pour l'écoulement des eaux ;
- l'extraction des embâcles de bois morts sans intérêts écologiques présentant un obstacle majeur à l'écoulement de l'eau dans les zones à enjeux ;
- la suppression des individus gênant les écoulements ou provoquant des érosions dans des secteurs à enjeux.
- le recépage et l'éclaircissement de la végétation pour garantir une ripisylve fonctionnelle (suppression des individus malades ou vieillissant déstabilisés pouvant causer des désordres, densification des strates, diversification des espèces et classes d'âge).

Ces travaux incluent également les prestations relatives aux installations spécifiques de chantiers (zones de stockage du matériel, de signalisation...) et la remise en état des sites.

D29_OCT24 - Approbation de l'accord-cadre 2024-009 de prestations de services « Réalisation des opérations du plan pluriannuel de gestion sur la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique » (fiche action B1-7 du contrat de rivières)

L'accord-cadre est prévu pour une durée de 3 ans avec :

- un montant minimum de commande de : 150 000 € HT
- un montant maximum de commande de : 600 000 € HT

soit un montant annuel de travaux compris entre 50 000 € HT minimum et 200 000 € HT maximum.

La consultation a été effectuée dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert publié le 25/07/2024. La date limite de réception des offres était le 10/09/2024 à 12h. Au total, le dossier de consultation des entreprises a été retiré 22 fois dont 12 fois de façon anonyme.

Une seule offre a été déposée dans les délais impartis. Elle est conforme aux attentes et aux dispositions des articles R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Les candidats mandataires sont :

- SARL MOUCHET BOIS ET FORETS

Considérant l'analyse des offres,

Considérant la décision favorable de la Commission d'Appel d'Offre qui s'est tenue le 2 octobre 2004 à 9h dans les locaux du SIAC, visant à attribuer cet appel d'offres à la SARL MOUCHET BOIS ET FORETS.

Considérant la nécessité en conséquence d'autoriser Mme la Présidente à signer ce marché public à conclure après une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** cet accord-cadre n° 2024-009 avec la **SARL MOUCHET BOIS ET FORETS** portant sur la réalisation des opérations du plan pluriannuel de gestion sur la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique pour **un montant minimum de commande de 150 000 € HT et un montant maximum de commande de 600 000 € HT sur une durée de 3 ans ;**
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer cet accord-cadre 2024-009 ainsi que tout document nécessaire à la formalisation de ces commandes et à l'exécution des prestations à intervenir.

Le secrétaire de séance,

François DEVILLE



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.